

L'Afrique bénéficie d'importants transferts financiers

LES DIASPORAS africains en France financent massivement le développement de leurs pays natals. Une étude conduite par la Banque Africaine de Développement (BAD) auprès de 2 000 ménages, publiée lundi 28 janvier, chiffre, en 2005, à 1,5 milliards d'euros les fonds envoyés de la France au Maroc, à 449 millions d'euros ceux transférés au Sénégal, à 295 millions d'euros les sommes envoyées vers le Mali et à 70 millions d'euros celles vers les Comores.

Pour mesurer l'importance de ces transferts, il s'agit de savoir qu'ils pèsent, pour le Maroc, 9 % du produit intérieur brut (PIB) du pays et 750 % de l'aide publique au développement dont il bénéficie. Ces pourcentages sont respectivement de 19 % du PIB et de 218 % de l'aide pour le Sénégal, de 11 % du PIB et de 79 % de l'aide pour le Mali et de 24 % du PIB et de 346 % de l'aide pour les Comores.

Six à dix fois par an, le travailleur immigré (essentiellement en Ile-de-France, en Provence-Alpes-Côte-d'Azur ou en Rhône-Alpes) envoie les 103 euros (Mali) ou 103 euros (Comores) qu'il a mis de côté chaque mois.

Depuis les années 1990, les sociétés de transfert d'argent ont compris l'importance de ces flux et proposent leurs services pour les sécuriser. Western Union, Money Gram ou Money Express attirent les clients mais à grands frais, puisque l'étude évalue les commissions prélevées entre 5 % et 20 %. Les banques, elles aussi, se positionnent sur ce marché.

Les trois quarts des bénéficiaires de ces transferts étant proches du seuil de pauvreté, on ne s'étonnera pas qu'ils utilisent cet argent, en priorité, pour leurs dépenses de consommation (alimentation, santé, éducation, cérémonies religieuses). Les investissements immobiliers et productifs suivent loin derrière et sont surtout financés par les immigrés les plus qualifiés et par ceux qui sont âgés de plus de 40 ans.

Trois types d'approche cherchent à optimiser ces transferts. L'anglo-saxonne préfère fluidifier l'offre de services par les innovations technologiques et la mise en concurrence des opérateurs. L'hispanique, elle, privilégie la bancarisation des migrants, notamment au Maroc. La francophone enfin cherche à canaliser vers les infrastructures (santé, écoles) ou vers des investissements productifs entrant dans le cadre de programmes de co-développement.

Alain Faujas
Le Monde, Page 13